

Les organismes de défense collective de droits

DES ACTEURS CLÉS
DANS LA RELANCE POST-PANDÉMIE

AVIS DU GROUPE-RESSOURCE DU PLATEAU MONT-ROYAL

Déposé au ministre des Finances du Québec
Dans le cadre des consultations pré budgétaires 2021-2022

Montréal 3 février 2021

Le Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal a été mis sur pied en 1992 afin de lutter contre les conditions précaires qui empêchent les gens d'être pleinement citoyens. Il fait donc la promotion de la citoyenneté des gens dans tous les secteurs de leur vie. Il pratique l'éducation populaire et politique de façon permanente. Il favorise le regroupement de ses membres afin de se réapproprier le pouvoir qui leur appartient sur leur propre vie. Il entend s'approprier les événements majeurs de l'actualité, démystifier les projets de loi, chercher les moyens pour favoriser une démocratie plus directe, et la recherche de solutions pour améliorer leurs conditions de vie. Il dénonce la situation actuelle du marché du travail qui engendre l'exclusion et la précarité.

Le Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal est membre du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) et participe à la campagne Engagez-vous pour le communautaire.

NOS RECOMMANDATIONS

À un moment où les communautés n'ont jamais eu autant besoin des organismes communautaires et où le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale est sur le point de dévoiler son plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC), le budget 2021 est rendez-vous à ne pas manquer entre les organismes communautaires et le gouvernement. Il s'agit d'une occasion unique, pour le gouvernement, de mettre en place des mesures structurantes pour améliorer, à long terme, la situation des organismes et pour renforcer leur capacité d'agir à un moment où ils sont des acteurs clés pour la reconstruction du filet social dans le cadre de la post-pandémie.

Dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie de la population, d'assurer le respect de leurs droits et de réduire les inégalités socioéconomiques entre les plus pauvres et les plus riches, nous recommandons que le gouvernement soutienne adéquatement l'action communautaire autonome et la justice sociale.

Plus précisément, à l'instar du RQ-ACA et de ses membres, le Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal recommande au gouvernement de :

1. Investir 460 millions \$ supplémentaire dans le financement à la mission globale des organismes d'ACA et ce, afin de favoriser le respect de leur autonomie et de renforcer leur capacité d'agir.
2. Indexer annuellement les subventions à la mission globale de tous les organismes d'ACA selon la hausse des coûts de fonctionnement.
3. Investir massivement dans les services publics et les programmes sociaux afin de réduire les inégalités socioéconomiques et d'améliorer l'accès, sans discrimination, à des services publics universels, gratuits et de qualité.
4. D'ajouter des sommes supplémentaires afin de tenir compte des besoins supplémentaires provoqués par le COVID-19
5. De donner à tous les ministères et organismes gouvernementaux les moyens financiers pour concrétiser les engagements du prochain plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC) dont la sortie est prévue pour le printemps 2021.

Ces recommandations vont dans le sens de la campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#), qui réunit les 4000 organismes de tous les secteurs de l'action communautaire autonome du Québec.

LE PAGAC – UN RENDEZ-VOUS HISTORIQUE À NE PAS MANQUER !

Pour assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien financier de l'action communautaire, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, a amorcé, en mai 2019, des consultations en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Plus d'une [centaine de mémoires](#) ont été déposés afin de mettre en lumière les besoins des organismes.

Ce plan d'action, dont la sortie est prévue pour le printemps 2021, est très attendu par les organismes communautaires qui vivent, depuis plusieurs années, dans des situations de sous-financement insoutenables.

C'est pourquoi le Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal compte sur le ministre des Finances pour donner les moyens au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de réellement faire une différence afin de renforcer la capacité d'agir de l'ensemble des organismes communautaires, en particulier pour les aider à faire face aux défis liés à la pandémie.

LE COMMUNAUTAIRE : UN MAILLON ESSENTIEL DU FILET SOCIAL

Le mouvement de l'action communautaire autonome compte plus de 4 000 organismes répartis dans toutes les régions. Il contribue à maintenir 60 000 salarié·e·s, ce qui représente 1,4 % de l'ensemble des emplois au Québec. Il est soutenu par 425 000 bénévoles qui lui offrent temps et engagement au quotidien. Il est fréquenté par plus d'un million de personnes vivant diverses formes de difficultés.

En défense collective de droits, le Groupe-Ressource organise des activités mensuelles comme les « carrefours citoyens » où les membres sont appelés à prendre la parole sur des thèmes sociopolitiques et économiques qui les touchent et les concernent pour ensuite en transmettre la synthèse au député et aux ministres concernés. Puis, pour joindre l'utile à l'agréable, nous allons souper ensemble à l'Institut d'Hôtellerie du Québec, ce qui permet de souder le groupe de développer la fraternité et les échanges, et de casser l'isolement. Enfin, nous participons de concert avec d'autres groupes communautaires à des actions, manifestations, pour du logement social, améliorer la loi de l'aide sociale, ou encore en solidarité avec le réseau d'aide aux itinérants, etc.

Les membres sont aussi impliqués dans différents comités du Front Commun des Personnes Assistées sociales du Québec : le Comité de luttes politiques pour faire valoir et défendre les droits des personnes assistées sociales, le Comité juridique pour étudier et comprendre les lois et la vulgariser, ainsi que le Comité des Femmes où des femmes agissent là où des problèmes les affectent particulièrement dans la loi de l'aide sociale. Ces comités leur permettent de

mettre en commun ou de développer leurs talents et compétences, de faire différents apprentissages ainsi que de pouvoir se projeter dans un avenir meilleur, ce qui engendre de l'espoir. D'autres s'impliquent aussi au Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec.

Enfin, certains membres participent aussi aux différentes rencontres, assemblées générales, ainsi qu'au camp de formation du Front Commun des personnes assistées sociales du Québec, du Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec, ainsi qu'avec le Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Comme vous le voyez, Les Organismes de Défense Collective de Droits font partie intégrante du filet social québécois au même titre que les services publics et les programmes sociaux.

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES : DES ACTEURS CLÉS DE LA PANDÉMIE

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) a dévoilé, en octobre dernier, les résultats d'un sondage exclusif auprès de la population québécoise portant sur le rôle des organismes communautaires durant la pandémie. Le sondage, réalisé par la firme L'Observateur, révèle que les Québécois-es ont une haute opinion de la place des organismes communautaires dans l'espace public. Il est vrai qu'au cours des derniers mois, les organismes ont joué un rôle essentiel durant la pandémie, ne cessant de rivaliser de créativité et de résilience pour continuer d'être présents auprès des populations qu'ils desservent.

- 71,8% de la population croient qu'ils sont des acteurs clés durant la pandémie pour rejoindre les communautés les plus affectées.
- Selon 66,9% de la population, le rôle majeur des organismes communautaires en temps de pandémie est d'aider les gens à combler leurs besoins de base urgents.
- Trois autres rôles ressortent :
 - o aider les gens à comprendre et à respecter les consignes de santé publique (57,9%) ;
 - o soutenir les personnes vivant une situation de vulnérabilité (56,6%) ;
 - o offrir aux gens un espace d'appartenance pour briser l'isolement et pour la création de réseaux d'entraide (54,2%).

Avec la pandémie, les organismes communautaires ont subi une pression supplémentaire importante alors qu'ils devaient combler les manques pour garantir un filet social aux personnes les plus vulnérables – et cette pression engendre des besoins supplémentaires pour tous les organismes.

- D'ailleurs, 80,9% des personnes sondées pensent que les organismes communautaires devraient recevoir un soutien financier de base adéquat pour leurs activités et leur soutien à la population.

Durant la pandémie, dès qu'il nous était possible de le faire, nous avons maintenu nos activités d'éducation populaire en louant des grandes salles au Centre St-Pierre. Cela a permis aux gens de ventiler et de s'exprimer sur leur vécu durant cette pandémie. Ces rencontres ont permis de briser l'isolement et de fraterniser. Par ailleurs, les membres participent par Zoom à leurs comités du Front Commun des personnes assistées sociales. De plus, s'il y a des manifestations masquées et en distanciation, les membres sont là. Nous prévoyons des lunchs et du transport en commun. Pouvoir demeurer actifs est pour les membres un socle contre la maurosité. D'autre part, notre organisme a dû dépenser en plus des locations de salles, du transport et des lunchs, pour du matériel informatique et de la formation.

LE CARACTÈRE ESSENTIEL DU FINANCEMENT À LA MISSION

Si les organismes d'ACA sont en mesure de jouer un rôle clé pendant la pandémie, c'est grâce à leur autonomie face aux orientations gouvernementales qui leur permet d'avoir une grande capacité de résilience et d'adaptation. Cette autonomie est directement liée au type de financement, à la mission globale, qui leur permet d'avoir le plein contrôle sur les décisions, orientations et actions de leur organisme et leur donne le pouvoir d'agir rapidement et efficacement afin de répondre aux besoins des populations qu'ils rejoignent.

Le caractère essentiel du financement à la mission devient d'autant plus important dans le contexte actuel de crise où le communautaire doit faire face à une recrudescence des besoins et que la tendance semble se maintenir à moyen et à long terme. Cette crise sans pareil a plongé des dizaines de milliers de personnes dans des situations précaires. C'est pourquoi, il nous apparaît crucial de renforcer, dès maintenant, la capacité d'agir des organismes communautaires qui sont en première ligne pour soutenir les populations vivant diverses formes de difficultés.

UN MANQUE À GAGNER TOTAL ESTIMÉ À 460M\$

Depuis la mise en œuvre de la [Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire](#) entre 2001 et 2006, jusqu'à tout récemment en 2017, aucun investissement sérieux n'a été fait pour le financement de base des organismes communautaires. Pendant cette période, les demandes d'aide et de soutien ont explosé en raison de la réduction des investissements dans les services publics et les programmes sociaux, en particulier pendant la période d'austérité de 2015 à 2018, plongeant ainsi le communautaire dans une situation de sous-financement perpétuel. Le manque à gagner pour l'ensemble des organismes d'action communautaire autonome est estimé à 460 millions\$.

Pour le secteur Défense Collective de Droits, le montant est estimé à 30M\$.

L'an dernier et cette année notre subvention a été augmentée, cela nous a permis de respirer un peu et de poursuivre nos activités. Cependant nous sommes encore trop pauvres pour avoir un local assez grand pour réunir des membres. Nous sommes contraints de louer une salle ou l'autre dans d'autres organismes communautaire. Pendant la pandémie, c'est impossible sauf au centre St-Pierre et nous devons payer un bon prix. Une meilleure subvention nous permettrait de chercher un local ailleurs. Comme vous le savez le Centre des services scolaires nous loue à prix commercial des locaux vétustes ! Notre petite subvention ne suffit pas.

UNE INDEXATION INEXISTANTE OU INSUFFISANTE

L'absence ou l'insuffisance d'indexation du financement à la mission appauvrit les groupes davantage chaque année, puisqu'ils ne peuvent pas assumer la hausse de leurs dépenses (loyer, électricité, charges sociales comme employeur, etc.). C'est pourquoi l'indexation des subventions à la mission doit être accordée à tous les groupes et calculée en fonction de la hausse des coûts de fonctionnement, estimée à 3,25% annuellement.

UN FILET SOCIAL À RECONSTRUIRE

La crise sanitaire actuelle rend visibles les conséquences du sous-financement des services publics et des programmes sociaux et amplifie les inégalités sociales. À l'instar de la Coalition Main rouge, nous demandons au gouvernement d'adopter certaines mesures fiscales ou de couper dans quelques dépenses, pour aller chercher un potentiel de 10 milliards \$ en revenus supplémentaires, chaque année. Cela permettrait de faire face aux prochaines crises et de réinvestir suffisamment pour le nécessaire renforcement du filet social québécois.

Voir les [solutions fiscales proposées par la Coalition Main rouge](#), disponibles en ligne.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos meilleures salutations,

Louise Bergeron
Coordonnatrice
Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal
4245 Avenue Laval
Montréal H2W 2J6
Québec

Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal
4245 Avenue Laval Montréal Québec H2W 2J6
coordination@grpmr.org
